

# L'article 16, ben voyons...

écrit par Gilles La Carbona | 22 juin 2024



**On voudrait saboter les élections législatives qu'on ne s'y prendrait pas autrement.**

**On apprend que l'imprimerie Rivet choisie par le ministre de l'Intérieur, refuse d'imprimer les bulletins « d'extrême droite ». Le fait qu'un prestataire qui accepte un contrat**

d'État, avec un cahier des charges précis, le remet en cause pour des raisons qu'il devait connaître avant de candidater, le rompt unilatéralement de fait. Que l'on ne nous dise pas que c'est compliqué d'en trouver un autre, **il y a l'Imprimerie Nationale qui peut très bien se charger de cette opération. C'est à notre sens d'ailleurs, elle qui devrait être à la manœuvre et pas une entreprise privée.** La question qui vient concerne le choix de cette société : **Darmanain l'aurait-il fait exprès** ? On ne s'en étonnerait qu'à moitié. Finalement il a la solution pour gagner les élections, et on ne l'avait pas envisagé : ne pas mettre de bulletins de son principal adversaire... idée géniale, il fallait y penser. Mais bien entendu ce n'est pas la faute à la macronie encore une fois, c'est l'entreprise, pas eux.

**En face nous avons les rusés du nouveau Front Populaire qui emploient un nom très proche du site/magazine de Michel Onfray.** Le sien se nomme Front Populaire, et il sera difficile à l'intéressé de contester cet emploi devant la justice puisqu'il y a « nouveau » au début. Certes, il est écrit en tout petit mais l'électeur ne voit en premier que « Front Populaire ». Était-ce pour rappeler aux votants la référence historique à 1936 ? À moins que ce ne soit aussi pour capter les lecteurs et partisans du philosophe, qui eux ne sont pas franchement pour cette coalition d'extrême gauche, mais sur un malentendu, ça peut passer. Car ceux qui ont choisi cette appellation n'ignorent pas que beaucoup d'électeurs cherchent le nom du parti sur le bulletin de vote en entrant dans le bureau, et quelques-uns pourraient se laisser abuser en pensant qu'Onfray s'est finalement rallié au rassemblement des gauches.

**Décidément la sournoiserie est lovée partout et chacun y va de son coup tordu pour récupérer quelques voix.** Comme si cela ne suffisait pas, voilà que Macron, que l'on a dit dépité, lance une nouvelle rumeur, toujours terrifiante, le malheur est son fonds de commerce. S'il n'y a pas de

majorité absolue il actionnera l'article 16 qui lui donne les pleins pouvoirs. Que l'on se souvienne, il n'y avait pas plus de majorité dans la précédente assemblée et il ne s'est pas précipité sur cet possibilité constitutionnelle.

**Il ne peut se prévaloir d'un blocage des institutions au seul alibi qu'il n'y a pas de majorité absolue pour activer cet article.**

**Ce serait d'ailleurs un comble qu'un président qui vient d'essuyer une raclée sans équivalent, lui démontrant qu'il n'a plus aucune légitimité, s'empare des pleins pouvoirs pour sauver la patrie que le peuple lui demande de quitter depuis des mois.**

**Alors il prend le prétexte des émeutes ? Les précédentes qui ont troublé la France ne manquent pas sous sa présidence et il ne s'est jamais inquiété d'utiliser cette possibilité de gouverner seul. Il faut y voir un nouveau coup de communication, une énième peur agitée pour changer le vote des Français et lui donner une majorité. **Il ne se passera rien sauf à ce qu'il démissionne pour laisser au peuple le choix d'élire un autre président. Il a échoué sur toute la ligne, qu'il parte.****

Et ce cas de figure est tout aussi valable, qu'il y ait une majorité absolue ou pas. Que ferait-il d'une cohabitation, lui qui ne sait gouverner que seul sans entendre, ni même écouter ceux qui se trouvent à ses côtés. Si trouble il y a, un Premier Ministre et un Ministre de l'intérieur devraient être assez compétents pour régler l'événement. Il n'a pas à se soucier de ce qui adviendra, ni à se poser encore une

fois comme le seul à comprendre les choses. Le peuple le 9 juin lui a signifié, que lui et sa clique, il n'en voulait plus. Qu'il cesse de se penser indispensable, il ne l'est pas et ne l'a jamais été. Surtout qu'il arrête de faire peur aux Français, ça ne marche plus. Que le peuple s'exprime le 30 juin et qu'il finisse le travail le 7 juillet. Il restera à Macron de préparer le défilé du 14 juillet, d'assister à l'ouverture des JO et de partir en essayant de se faire oublier.

### [Rassemblement du Peuple Français](#)

[https://t.me/R\\_P\\_France](https://t.me/R_P_France)

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire